

Le terrorisme et l'histoire contemporaine : une longue filiation

« Au moment où la Chambre des députés s'occupait de l'élection de M. Mirman [...], une formidable détonation a tout à coup retenti, pendant qu'un épais nuage de fumée se répandait dans la salle des séances. Une bombe venait d'éclater ». Cette citation semble provenir d'un mauvais roman, pourtant, elle date du 10 décembre 1893 et fait référence à l'attentat commis en France par un militant anarchiste à la Chambre des députés.¹ La conséquence fut l'introduction, quelques jours plus tard, des premières « lois scélérates » limitant les libertés démocratiques fondamentales au nom de la sécurité publique.² Le parallélisme avec les débats à l'œuvre dans nos sociétés face à la menace terroriste est frappant.

Malgré l'apparente nouveauté du phénomène, le terrorisme accompagne les sociétés occidentales depuis la fin du XIXe siècle. Outre les gestes de violence aux caractéristiques nationalistes, qu'il s'agisse des cas basques, corses, suisses ou irlandais, l'Europe du XXe siècle fut marquée par des vagues récurrentes de violence politique. Que ce soit l'attaque du 24 octobre 2014 à Ottawa ou les attentats de Paris en janvier et novembre 2015, ces événements détournent de la mémoire collective les menaces terroristes qui ont façonné le monde contemporain. Qu'elle soit portée par les groupes d'extrême droite ou d'extrême gauche, la violence terroriste apparaît alors comme une « constante » de notre histoire récente.

Dès lors, au nom de la radicalité de leurs idées, certains groupes en Europe et ailleurs cautionnent l'usage de la violence terroriste comme mode d'expression politique. Alors que les groupes d'extrême droite – tel que l'OOAS³ en France – souhaitent agir en tant que rempart contre les changements sociopolitiques du moment, la plupart des groupes d'extrême gauche utilisent la violence comme catalyseur révolutionnaire. En fait, l'omniprésence de la violence politique en Occident fut si importante pendant les années soixante-dix qu'elles furent surnommées les années de plomb.

Avec le recul, il est fascinant de constater la place des facteurs idéologiques dans les mouvements se réclamant de l'extrême gauche. C'est sans doute en Italie et en Allemagne que cette perspective fut à cette époque la plus significative. Élaborant leur vision spécifique de la dialectique marxiste, pour paraphraser Tony Judt, ils usent de violence pour dénoncer les abus de la société capitaliste et amener le soulèvement des classes populaires.⁴ Portés principalement par des groupes d'étudiants

radicalisés, ils souhaitent perpétrer, en la durcissant, la contestation de la fin des années soixante.

Ainsi, en Allemagne de l'Ouest, entre 1968 et 1977, le groupe *Fraction armée rouge* (*Rote Armee Fraktion* en allemand) tente, parfois avec succès, d'incendier des succursales de grands magasins allemands et assassinent des figures représentatives de l'élite politique et économique de l'Allemagne de l'Ouest : Hans Martin Schleyer (président de Daimler Benz), Siegfried Buback (ministre de la Justice de la République fédérale allemande) et Jürgen Ponto (président de la banque Dresdner).

Parallèlement en Italie, c'est le groupe des *Brigades rouges* (*Brigade Rosse* en italien) qui prétend contester, au nom des prolétaires, le caractère oppressif de la démocratie libérale italienne.⁵ Alors que le mouvement amorce ses activités en 1970 en distribuant des tracts, très rapidement il se spécialisera dans les assassinats politiques. L'objectif des *Brigades rouges* était simple : inciter l'État italien à s'engager dans une spirale de violence qui devait mener à une polarisation de l'opinion publique italienne, divisant ainsi la société entre les ouvriers et les représentants de l'ordre bourgeois. La période située entre 1970 et 1981 sera marquée par l'assassinat de près de 400 personnes. Le meurtre d'Aldo Moro reste sans doute le coup d'éclat le plus significatif réalisé par les *Brigades rouges*.

Ce très bref rappel historique permet de contextualiser l'actuelle crainte des attentats qui afflige l'Europe, les États-Unis et le Canada. Depuis les lois scélérates de 1893, les États démocratiques peinent à trouver une riposte efficace et acceptable à ces actes terroristes. Élaborées dans un climat de tension, les réponses législatives choisies tendent à pérenniser des mesures légales normalement limitées à des situations associées à l'état d'urgence : le risque étant alors de saper les fondements de l'État de droit qu'attaquent les terroristes.

Naturellement, affirmer connaître « la » solution capable de résoudre cette menace serait présomptueux de ma part. Toutefois, malgré la banalité de cette proposition, une partie de la réponse ne se trouverait-elle pas dans la perspective de ceux qui ont le sentiment d'être exclus du système politique et social actuel, comme le furent les anarchistes au XIXe siècle ou les membres des groupes d'extrême droite en Allemagne et en Italie dans les années 1970?

Martin Laberge

Secrétaire de la langue française

¹ *Le Petit journal*, vol. 31, no. 11307, dimanche le 10 décembre 1893, p. 1.

² Voir D. Kalifa, *L'encre et le sang. Récits de crimes et sang à la Belle Époque*, Paris, Fayard, 1995.

³ *Organisation de l'Armée secrète* qui s'oppose à la décolonisation.

⁴ T. Judt, *Postwar. A History Of Europe Since 1945*, Londres, Penguin, 2005, pp. 470-471.

⁵ *Ibid.*, pp. 474-475.

What future for the historian?

Preserving the digital record for future research

What future for the historian? We've been exploring that question in the last several issues of the *Bulletin*, looking at innovations in pedagogy and career prospects for history grads among other things. But what about sources? What kinds of sources will be available to the historian of the future?

The mind drifts inevitably to nightmare visions of virtual 'mounds' of electronic documents that await future historians. Even with search engines, sifting through the data will be no small task.

The problem of 'too much,' however, may coincide with the more familiar problem of 'too little.' For, as easy as it is to save digital material, it is also easy to lose it – through casually deleting emails or texts, problems of software incompatibility, or the destruction of publicly produced material on privately-run websites.

So, what to save, and who should do the saving? To explore this question, I sat down with Paul Wagner, Senior Director General and Chief Information Officer, Innovation and CIO Branch, at Library and Archives Canada.

When it comes to digital preservation, LAC is engaged in two overall tasks: archiving internal government electronic documents, and archiving material on the Web (known as Web harvesting).

LAC currently captures internal government electronic documents the same way that it captures paper documents. Departments determine whether to discard or retain material based on the record-keeping directive set out by the Treasury Board (<http://www.tbs-sct.gc.ca/pol/doc-eng.aspx?id=16552>). That directive, explained Wagner, is "media agnostic" – it pertains equally to paper and electronic documents. Each department, through its Information Management team, must ensure that it is in compliance with the directive, and must report annually to Treasury Board. After five to ten years, old materials that have been retained (including electronic documents) are reviewed by LAC and the department to determine what will ultimately be archived. As Wagner explained, the vast majority of material that is received in this way is still paper, but LAC is preparing for more electronic material in the years to come.

With regard to emails and instant messages, these are considered "transitory documents" (akin to Post-It notes) that do not fall under the record-keeping directive. "Emails are not archival records," explained Wagner. "They may be in a file and that dossier becomes archival, but emails by and large are transitory." In other words, they can be deleted at any time. It's up to public servants themselves to determine "records of business value." As Wagner explained, "We have to be careful that we don't save everything. [The goal is] to save the records that are of archival value." Otherwise, "the 'e-mound' would be huge." Still, Wagner maintained that Treasury Board's directive has engendered a

culture of preservation. "If an email is of consequence, then it becomes part of the record."

Web harvesting, meanwhile, is an entirely different kettle of fish, and continues to evolve. To capture and display old material from the Web, LAC currently uses open-source software like Heritrix and the Wayback Machine. As a member organization of the International Internet Preservation Consortium (netpreserve.org), LAC shares resources, best practices and information with international partners.

But there's a catch. LAC's Web harvesting mandate is limited to those sites operated by the Government of Canada (the ".gc.ca" domain). While capturing government Web material requires significant effort, some members of IIPC go further. The Netherlands, for instance, tries to capture everything with an ".nl" domain name. From time to time, LAC does conduct thematic Web crawls outside the ".gc.ca" domain to capture a sample of material during significant events, like the Lac-Mégantic disaster or the 2015 federal election.

When asked if there was any inclination to cast the net wider, Wagner explained: "It's a mandate issue. From a mandate perspective, we have to ingest government records – we don't have to ingest private records. [The LAC Act, 2004] allows us to do that, however." LAC is doing what it can with the resources it has. In the meantime, the vast majority of what Canadians create and use on the Internet risks being lost to future historians. "We definitely have a digital black hole," Wagner acknowledged. "We're living in it right now."

LAC is currently developing a new, three-year National Acquisition Strategy. As a member of its stakeholders forum, the CHA has an opportunity to help set the agenda, and to encourage LAC to capture more material from the Internet outside of federal government websites. "If I was on your side," explained Wagner, "I'd be saying 'the Web is just a natural progression of the medium that has been archived and preserved over the years.'"

Whatever electronic materials future historians do end up with, they will have to be well equipped to interpret them. As Wagner explained: "Historians of the future are going to need to be even more so anthropologists than they are today. They're going to be faced with a mound of e-information that isn't going to be curated in a way that necessarily makes sense to them, that isn't going to be organized in a fonds. It's going to be 'here was the Web as it was at that time.'"

Robert Talbot

English Language Secretary

Email: robert_james_talbot@hotmail.com

Twitter: @Saskatoba